

ANNEX B



Organisation des Nations Unies

CONFERENCE DE PRESSE DES NATIONS UNIES DU MERCREDI 8 JUILLET 2015

Félix Prosper Basse : *Mesdames, Mesdemoiselles et Messieurs, Membres de la presse, Auditeurs de Radio Okapi, Bonjour et bienvenue à ce rendez-vous hebdomadaire des Nations Unies.*

- Activités des Composantes de la MONUSCO
- Activités de l'Equipe-Pays
- Situation militaire

L'Envoyé Spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la région des Grands Lacs, monsieur Said Djinnit, effectue depuis le 5 juillet une visite de travail en RDC qui s'achèvera le 9 juillet.

Cette visite s'inscrit dans le cadre de la poursuite de la mise en œuvre de l'Accord-Cadre pour la Paix, la Sécurité et la Coopération (PSCF) dans la région des Grands Lacs.

A Kinshasa, première étape de sa visite, Said Djinnit a rencontré les autorités gouvernementales, notamment le ministre des Affaires étrangères, Raymond Tshibanda, avec qui il a discuté de la préparation d'une Conférence sur l'Investissement du Secteur Privé pour la Région des Grands Lacs. Il a également eu des échanges avec les responsables du Mécanisme national de suivi de l'Accord-cadre et de la Conférence internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL).

En outre, monsieur Djinnit s'est entretenu avec les responsables de la MONUSCO, des agences du système des Nations Unies et des membres du corps diplomatique des pays signataires de cet accord.

Ce mercredi 8 juillet, l'Envoyé spécial se rend à Kisangani en compagnie du Représentant spécial adjoint, David Gressly, pour visiter le camp General Bahuma où sont hébergés les ex-combattants des FDLR.

Un communiqué de presse conjoint vous sera distribué à la fin de la conférence.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'information publique : bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassel@un.org : tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 88 73

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokikola@un.org - tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org - tél. +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Activités des composantes de la MONUSCO :

Section DDR/RR :

L'opération de transfert des ex-combattants de Kotakoli à la base militaire de Kamina s'est achevée ce weekend.

Au total 1 200 ex combattants et leurs familles ont été transférés. C'est en soutien au gouvernement de la RDC que la section DDR de la MONUSCO s'est investie pour cette relocalisation et le coût total de cette opération s'élève à près de deux millions de dollars.

Une trentaine de vols ont été nécessaires pour transporter ces ex-combattants, et leurs familles ainsi que pour le transport de 63 tonnes de vivres, 400 kg médicaments, et des tentes pour les loger.

La fin de cette opération a aussi coïncidé avec le lancement officiel de la première phase de formation de ces ex-combattants avant leur réinsertion dans la société. Ils devront suivre, pendant trois mois, le processus de démobilisation avant d'entamer d'autres modules de formation notamment sur la culture de la paix, les droits humains, le civisme, la valeur de la vie civile et l'alphabétisation, mais aussi sur l'apprentissage dans les différents corps de métiers notamment la menuiserie, la plomberie, etc.

Section Appui à la justice:

Un atelier a été organisé ce mardi 7 juillet à Goma par la Division provinciale de la justice du Nord-Kivu, avec le soutien de la Section Appui à la justice de la MONUSCO, en faveur des autorités civiles et militaires du Nord et du Sud-Kivu.

Cet atelier qui se poursuit aujourd'hui à Goma a pour objectif d'outiller les autorités pénitentiaires sur la gestion des incidents en milieu pénitentiaire.

Police MONUSCO:

Dans le cadre de la sécurisation du processus électoral, la Police MONUSCO a animé le 6 juillet 2015, une séance de renforcement des capacités au profit de 18 agents et cadres de la Police Nationale Congolaise (PNC) de Dungu. Ces policiers congolais ont été entretenus sur la psychologie des foules.

Durant la semaine, les différentes FPU ont poursuivi leurs missions traditionnelles. Ainsi, 396 patrouilles dont 106 conjointes avec la PNC sur les axes et quartiers stratégiques, 11 check points, 01 service de maintien d'ordre et 24 escortes de hautes personnalités ont été réalisés par ces unités.

Toujours durant la même semaine, les équipes conjointes pour la mise en œuvre de la Stratégie Opérationnelle intégrée de Lutte contre l'Insécurité à Beni/Oicha (SOLIB), ont poursuivi leurs patrouilles

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 88 73

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org - tél +243 997 06 88 04





Organisation des Nations Unies

régulières de sécurisation. Au total, 100 appels téléphoniques ont été reçus sur les numéros verts pour 27 interventions qui ont donné lieu à 07 interpellations pour diverses infractions de droit commun.

Activités de l'Equipe-pays

CPI : Lancement de la campagne « La justice, une affaire de tous »

La Cour pénale internationale (CPI) lance une nouvelle campagne dans les médias sociaux intitulée « #justicematters », soit en français « La justice, une affaire de tous », pendant deux semaines, du 6 au 17 juillet, Journée de la justice pénale internationale.

Cette journée marque l'anniversaire de l'adoption du Statut de Rome le 17 juillet 1998, le traité fondateur de la CPI, qui vise à empêcher le génocide, les crimes contre l'humanité, les crimes de guerre et le crime d'agression.

La date du 17 juillet unit tous ceux qui souhaitent soutenir la justice, promouvoir les droits des victimes, et aider à empêcher les crimes qui menacent la paix, la sécurité et le bien-être du monde.

La Cour invite toutes les personnes intéressées à soutenir la campagne « La justice, une affaire de tous » à réaliser des *selfie* ainsi que de courtes vidéos et de les poster sur la page Facebook « #justicematters » avec l'affiche « #justicematters », et d'y inscrire un mot ou une phrase décrivant pourquoi la justice compte.

En parallèle, la CPI lance un nouveau blog consacré à la sensibilisation, <https://www.tumblr.com/search/iccoutreach>, afin de partager des récits du personnel de la CPI travaillant directement auprès de communautés affectées par des crimes.

La CPI est la première cour pénale internationale permanente créée pour juger des individus pour génocide, crimes de guerre et crimes contre l'humanité. En savoir plus : http://www.icc-cpi.int/fr_menus/icc/Pages/default.aspx

OCHA : Situation humanitaire à Beni

La localité de Mayi Moya, située à plus de 50 km au nord de la ville de Beni, s'est jointe à la longue liste des villes et localités du Nord-Kivu qui ont fait les frais de l'insécurité persistante. Le 26 juin, près de 13 000 personnes se seraient déplacées vers Eringeti, Komanda, Samboko et Oicha suite à une attaque d'hommes armés.

Parmi les habitants de Mayi Moya se trouvaient plus de 1 300 ménages déplacés qui avaient fui les localités environnantes de Mutube et Mbau entre avril et mai 2015. Par ailleurs, depuis le mois d'avril, plus de 45 600 personnes (9 125 ménages) se sont déplacées en raison des attaques sporadiques des villages et les attaques brutales contre les civils dans la partie nord du Territoire de Beni. Ces déplacés vivent de grandes vulnérabilités et des évaluations sont en cours pour planifier l'assistance humanitaire. A noter que ce nombre

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 88 73

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukoki@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél. +243 997 06 88 04





Organisation des Nations Unies

exclut les quelques 13 000 déplacés qui avaient trouvé refuge dans la ville de Beni en avril et mai dernier. Une partie de ces déplacés a déjà commencé à recevoir l'assistance humanitaire alors que d'autres ont entamé leur retour. Face à ce climat d'insécurité ambiant, les spécialistes en protection ont réalisé une enquête sur les problèmes majeurs de protection auxquels les civils sont confrontés dans la zone Beni – Oicha – Eringeti. Les résultats seront connus dans les jours à venir.

Malgré ce climat délétère, les acteurs humanitaires continuent à apporter l'aide nécessaire aux familles et personnes déplacées. A titre d'exemple, près de 15 000 personnes vivant à Eringeti ont bénéficié d'une distribution en vivres d'urgence. Ces ménages s'étaient déplacés en janvier et février à la suite des attaques brutales contre des civils.

Intervention de Mme Diene KEITA, Représentante de l'UNFPA à l'occasion de Journée Mondiale de la Population

Introduction

La JMP est née de la célébration de la journée des 5 milliards le 11 juillet 1987. Par la suite en 1990, l'Assemblée générale des Nations Unies a décidé de célébrer la Journée Mondiale de la Population et d'organiser des activités y afférentes afin de sensibiliser davantage aux questions de population, notamment à leurs relations avec l'environnement et le développement. L'année dernière la journée a été célébrée autour du thème « Investir dans la jeunesse ». Et pour cette année, la célébration porte sur **“Les populations vulnérables dans les situations d'urgence”**.

Un rapport récent des Nations Unies prévient que le nombre de personnes déplacées de force a atteint un nombre record de près de 60 millions à la fin de 2014. Parmi ceux-ci, la plupart des femmes et des adolescentes qui doivent faire face à des menaces particulières en raison de l'absence de la santé et d'autres services essentiels dont ils ont besoin.

Contexte et conséquences humanitaires en RDC

La République Démocratique du Congo a connu des longues crises humanitaires complexes liées aux conflits diverses et aux catastrophes naturelles. Depuis déjà deux ans, la communauté humanitaire dans le pays a classé les crises humanitaires en 4 types : les crises liées aux conflits et la violence armée, la crise nutritionnelle, les épidémies et les crises liées aux catastrophes naturelles.

Au 31 mars 2015, plus de 2,8 millions de personnes étaient déplacées internes (source : OCHA), soit plus de 7 % de la population totale du pays. A cette même période 1 563 351 personnes sont des retournées après une période plus ou moins longue de déplacements et grâce à l'amélioration de la sécurité dans leur localité d'origine. Ayant parfois tout perdu, elles sont tout aussi vulnérables que IDPs.

Près de 240 000 réfugiés vivent en RDC soit près de 90 000 de la RCA, 20 000 du Burundi dont 10 000 d'arrivée récente et 117,296 rwandais.

Les populations les plus affectées sont les femmes et les enfants, représentant 80 % des déplacés et des réfugiés dans la majorité des régions du monde; leur nombre pourrait atteindre 78 millions l'an prochain.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org : tel. +243 81 890 5202 : mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : basset@un.org : tel. +243 81 890 60 24 : mobile : +243 997 06 88 73

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokikola@un.org – tel. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordinatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org - tel +243 997 06 85 04





Organisation des Nations Unies

Les jeunes représentent souvent une large proportion des personnes touchées par les crises. Dans certains pays, les deux tiers de la population sont âgés de moins de 25 ans. Les jeunes déplacés sont particulièrement vulnérables au VIH, et ont besoin en urgence d'informations et de services pour se protéger de la maladie et des grossesses non recherchées.

La réponse humanitaire en RDC

Pays fragile et en post-conflit, la RDC adhère aux conventions internationales pour apporter assistance aux victimes de crises, à l'instar du récent cadre de Sendai qui est le cadre post-2015 pour la réduction des risques de catastrophe et constitue un premier accord majeur entre les États Membres sur le programme de développement pour l'après-2015. Il comprend sept cibles et quatre priorités d'action.

La priorité 3, "Investir dans la réduction des risques de catastrophe pour la résilience" affirme la nécessité, aux niveaux national et local, de: "Renforcer la conception et la mise en œuvre de politiques inclusives et de mécanismes de filets de sécurité, notamment avec l'implication des communautés, en étroite liaison avec des programmes de promotion des moyens d'existence, ainsi que l'accès aux services de santé de base, notamment la santé maternelle, néonatale et infantile, la santé sexuelle et procréative, la sécurité alimentaire et la nutrition, le logement et l'éducation, dans le but d'éradiquer la pauvreté, de trouver des solutions durables dans la phase d'après-catastrophe, et d'autonomiser et assister les personnes affectées hors de toute proportion par les catastrophes."

Approche de la réponse :

Afin de mieux subvenir aux besoins des populations affectées et de réduire leur vulnérabilité face aux différentes crises qui les affectent, l'action humanitaire prévoit :

- Une approche multisectorielle : la communauté humanitaire a décidé de prendre en charge des activités de secteurs multiples et de garantir une synergie entre les réponses fournies dans les différents secteurs concernés.
- L'amélioration de la coordination des activités de la communauté humanitaire avec des mécanismes de transition de développement mis en place en vue d'accroître notamment la résilience des communautés.
- Renforcement de la redevabilité de la communauté humanitaire envers les bénéficiaires de l'aide humanitaire, avec une participation volontaire de ces bénéficiaires dans la prise de décision qui les concerne.

C'est l'occasion de souligner les inlassables efforts du gouvernement de la RDC et de ses partenaires pour apporter assistance à ces populations et les accompagner dans la résilience et la recherche de solutions durables. Ainsi, pendant les 5 dernières années, pas moins de 2,6 milliards de dollars¹ ont été mobilisés par la communauté humanitaire de la RDC pour assurer la protection de ces populations affectées, les apporter des vivres, des articles ménagers essentiels et autres biens non alimentaires, leur offrir des services de santé, l'éducation des enfants, renforcer leur accès à l'eau, à l'hygiène et à

¹ Sources : Financial Tracking Service(FTS)

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 88 73

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél. +243 997 06 88 04





Organisation des Nations Unies

l'assainissement, renforcer leurs capacités à faire aux crises par l'appui à l'élevage et en semences ainsi que grâce aux activités de génératrices de revenus.

Action de l'UNFPA dans les situations d'urgence

L'action humanitaire de l'UNFPA s'inscrit dans son mandat et son avantage stratégique :

La fourniture des services de santé sexuelle et procréative dans les situations d'urgence constitue une composante capitale des activités visant à sauver des vies. La vulnérabilité des femmes et des filles à la violence sexuelle et aux autres formes de violence sexiste augmente dans les situations de crise humanitaire. L'appui humanitaire de l'UNFPA dans les domaines de la santé sexuelle et procréative, de la violence sexiste et de la collecte des données vise en priorité les plus vulnérables, principalement les femmes, les adolescents et les jeunes.

En RDC, l'UNFPA, les interventions sont adaptées aux circonstances de chaque crise. Ainsi en 2014, UNFPA a réalisé les résultats ci-dessous en faveur des populations les vulnérables :

Dans la planification familiale :

- Compte tenu de l'indice de fécondité élevé et dans le cadre du repositionnement de PF le gouvernement à travers le Ministre de la Santé a consacré sur ses ressources propres 300 000 USD via les structures de l'UNFPA pour l'approvisionnement en contraceptifs
- 270 structures sanitaires ont été approvisionnées en contraceptifs et consommables
- 874 643 nouvelles utilisatrices de méthodes contraceptives modernes, dont 106.382 jeunes ont été recruté

Violences sexuelles et basées sur le genre :

- L'UNFPA a appuyé l'évaluation de la stratégie nationale de lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre
- 2666 victimes de violence sexuelle ont bénéficié d'une prise en charge médicale
- Quelque 4 374 survivants de violences sexuelles ont bénéficié d'une prise en charge psychosociale et 683 ont bénéficié de la réinsertion socio-économique
- 2709 femmes dont 1039 jeunes filles en âge de procréer ont bénéficié des kits de dignité.

Dividende démographique et jeunes

Avec une population de 15 millions d'habitants en 1960, la RDC compte aujourd'hui estimée aux alentours de 70 à 80 millions d'habitants, et sa croissance est d'environ 3 % par an, ce qui correspond à un accroissement annuel de plus de deux millions de personnes.

Deux Congolais sur trois ont aujourd'hui moins de 25 ans, ce qui représente 68% de la population totale. La fécondité étant restée supérieure à 6 enfants par femme. La maîtrise par les femmes congolaises de

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76
 Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 88 73

Adele Lukoki, Relations Médias : lukokikola@un.org - tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tel +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

leur fécondité, qui suppose une utilisation volontaire accrue de la contraception moderne, ne se fera pas immédiatement.

La croissance économique ne semble pas non plus avoir beaucoup profité aux jeunes, qui sont restés confrontés à un sous-emploi et à un chômage importants. Par ailleurs, le maintien d'une forte croissance démographique à freiner l'élévation du niveau de vie de la population.

La RDC a pris conscience de l'importance de la transition démographique et de l'emploi des jeunes dans la réalisation du développement durable et s'est engagé dans ce processus, en collaboration avec ses partenaires dont l'UNFPA, à travers la mise en œuvre des réformes importantes notamment :

- L'élaboration et validation du plan stratégique nationale de la planification familiale à vision multisectorielle pour 2014-2020 ;
- L'alignement du pays sur la gratuité de l'enseignement au primaire et la construction des écoles primaire et secondaire en faveur des populations les plus vulnérables dans le milieu rural ;
- La promotion de l'équité de l'accès à l'éducation pour les jeunes filles et garçons,
- L'augmentation de la part du budget allouée à la santé (7%) et éducation (15%) ;

En dépit des efforts consentis, un défi majeur reste : la réalisation des conditions nécessaires pour tirer parti du dividende démographique, notamment par des investissements stratégiques dans le secteur agricole porteur d'emploi et la mise en place d'une politique économique favorisant l'employabilité des jeunes.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokilikola@un.org - tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Situation militaire

(Par le Commandant JEAN-MARIE JOSEPH GONCALVES, Porte-parole militaire a.i)

L'environnement sécuritaire dans les provinces situées dans l'Ouest de la République Démocratique du Congo, y compris Kinshasa, est demeuré calme durant la semaine écoulée.

En Province Orientale, les troupes onusiennes et celles des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) engagées dans les opérations conjointes dénommées « **Rudia II** » (**Retour II**), « **Chuma Ngumi** » (**Poing d'acier**) et « **Bienvenue à la Paix** », poursuivent avec détermination leurs offensives contre les rebelles réfractaires de l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA), dans le but de mettre définitivement un terme à leurs exactions perpétrées contre les Forces de Défense et de Sécurité congolaises, ainsi que les populations civiles, basées dans les districts de Haut et de Bas-Uélé.

En Ituri, les troupes de l'armée congolaise, soutenues par la Force de la MONUSCO, poursuivent sans relâche dans les localités situées au Sud du territoire d'Irumu, leurs opérations visant la neutralisation des éléments appartenant aux factions dissidentes du Front de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI), auteurs de nouvelles exactions contre les populations civiles.

En effet, des violations des Droits de l'Homme isolées et des incidents liés au banditisme perpétrés par des éléments réfractaires du FRPI, continuent d'être rapportés dans les localités situées au Sud du territoire d'Irumu.

Dans la nuit du 26 au 27 juin 2015, des miliciens du FRPI ont investi la localité de Zunguluka, située à 35 kilomètres à l'Est d'Idohu, violé une (01) femme, torturé quelques civils et pillé des biens de valeur.

Le 29 juin 2015, les éléments du FRPI ont attaqué la localité de Komanda, située à 4 kilomètres au Nord de Gety et pillé des biens appartenant aux populations locales.

Le 30 juin 2015, des pillages des biens de valeur ont été perpétrés par les miliciens du FRPI, au cours de leur incursion dans la localité de Zitono, située à 10 kilomètres au Nord-est de Gety.

Le 1^{er} juillet 2015, des éléments du FRPI ont pillé des biens et de l'argent des commerçants en déplacement sur l'axe Songolo-Androzo-Sidabo (47 kilomètres au Sud de Bunia).

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 88 73

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org - tél. +243 997 06 88 04





Organisation des Nations Unies

Le 2 juillet 2015, d'autres miliciens du FRPI ont attaqué et pillé un groupe composé de trente (30) femmes, en provenance du marché de Kagoro, situé à 17 kilomètres à l'Est de Gety.

Dans la nuit du 3 juillet 2015, des miliciens réfractaires du FRPI ont attaqué plusieurs villages situés au Sud du territoire d'Irumu (Bavi, Koni, Banoko, Mbodina et Nyabiri), tué à l'arme blanche une (01) femme, violé deux (02) autres et pillé plusieurs biens de valeur.

Des patrouilles robustes de domination de terrain, sont menées par les troupes des FARDC soutenues par celles de la Force de la MONUSCO, dans le cadre des opérations de bouclage et de ratissage, visant l'éradication définitive du FRPI dans les localités situées au Sud du territoire d'Irumu.

Des patrouilles aériennes de longue portée sont aussi menées par les Casques bleus de la Force onusienne conjointement avec des éléments des FARDC, au-dessus des localités situées au Sud du territoire d'Irumu, dans le but d'évaluer la situation sécuritaire, d'identifier les zones de retraite des factions dissidentes du FRPI, de dissuader les activités négatives des éléments de ce groupe armé, de rassurer et de protéger les populations riveraines.

A cet effet, le 3 juillet 2015, des patrouilles aériennes hélicoptérées de longue portée, ont été conduites par des Casques bleus du contingent Bangladais de la Force de la MONUSCO et des unités des FARDC au-dessus de l'axe Bunia-Rwampara-Bavi-Soke-Gasu Bavi-P 5-Kagaba-P 7-P 8-Batumbi-Bohuma-P 11-P 12-P 13-P 14-P 15-P 16-P 17-Aveluma-P 19-Tchekele-P 21, dans le but d'évaluer la situation sécuritaire et de dissuader toute activité négative des miliciens du FRPI contre les populations civiles.

Les opérations menées par les troupes des FARDC contre les miliciens du FRPI avec le soutien de la Force de la MONUSCO, continuent de pousser des éléments de ce groupe armé à faire reddition auprès des troupes onusiennes et congolaises déployées au Sud du territoire d'Irumu.

A ce jour, le bilan de ces opérations fait état de trente-cinq (35) éléments du FRPI tués, cinquante-six (56) blessés et soixante (60) redditions.

Quarante-six (46) ex-combattants du FRPI blessés, sont admis pour des traitements appropriés, aux hôpitaux de niveau 1 et 2 de la MONUSCO.

Onze (11) armes AK-47, deux (02) radios "talkie-walkie" et une importante quantité des munitions, ont été récupérées par les troupes de l'armée congolaise au cours de ces opérations.

Par ailleurs, dans le territoire de Mambasa, des éléments du groupe Mayi-Mayi Simba ont au cours d'attaques lancées le 29 juin 2015, occupé les zones minières de Talisalokele, "Maroc" et Kanzambu, situées au Sud de Mambasa-centre.

Cet incident a provoqué le déplacement des populations locales, en prévision de la riposte de l'armée nationale.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 88 73

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokikola@un.org - tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org - tél. +243 997 06 88 04





Organisation des Nations Unies

Des tensions interethniques entre les communautés Lendu et Hema ont également été rapportées dans les localités situées dans la partie septentrionale du district d'Ituri pendant la période sous examen, et ont constitué à cet effet une préoccupation majeure à la situation sécuritaire dans cette partie du pays.

Le 2 juillet 2015, quatre (04) individus appartenant à la tribu Hema ont été lynchés par des membres de l'ethnie Lendu, suite à une tentative de pillage dans la localité de Dubu, située à 138 kilomètres au Nord de Bunia.

Cet incident a provoqué des vives tensions entre les deux communautés.

Au Nord-Kivu, dans le territoire de Beni, hormis quelques incidents liés aux activités de banditisme rapportés durant la semaine écoulée, la situation sécuritaire est demeurée relativement calme. Elle est marquée dans les autres territoires de cette province, par de activités de banditisme et l'activisme des groupes armés.

Dans le territoire de Beni, aucun incident lié aux activités négatives des rebelles de l'Alliance des Forces Démocratiques (ADF) n'a été rapporté pendant la période sous examen, et ce, depuis la dernière attaque lancée le 26 juin 2015 contre la localité de Mayi Moya, au cours de laquelle des rebelles, des civils et des éléments des FARDC ont été tués ; mais également quarante-huit (48) maisons et trente-sept (37) boutiques incendiés par des éléments de l'ADF.

La situation sécuritaire demeure relativement calme et imprévisible dans le territoire de Beni, à cause des mouvements et de la présence des rebelles de l'ADF, signalés sporadiquement dans cette zone.

Elle est caractérisée par la recrudescence des activités de banditisme dans la région de Beni-centre.

En effet, dans la nuit du 29 au 30 juin 2015, des civils ont été molestés, fracturés et des biens de valeur pillés, au cours d'incursion d'une bande composée de onze (11) bandits armés dans plusieurs maisons situées dans le quartier Ngongolio, de la commune de Mulekera, à Beni-centre.

La MONUSCO a initié des activités de sensibilisation sur son mandat de protection des populations civiles auprès des organisations de la Société civile du territoire de Beni, dans le but de gagner l'adhésion et la collaboration de celles-ci à sa mission, afin de lutter efficacement contre les rebelles de l'ADF et les activités liées au banditisme.

La MONUSCO a à cet effet organisé les 6 et 7 juin 2015, des réunions de sensibilisation avec les associations des motocyclistes et de la jeunesse de Beni, sur le thème : "Mandat et Activités de la MONUSCO".

La Force de la MONUSCO a augmenté la conduite de ses patrouilles vigoureuses de domination de terrain de jour comme de nuit dans les différentes localités du territoire de Beni ainsi qu'à Beni-centre, dans le but de combattre l'insécurité, de dissuader les activités négatives liées au banditisme et de l'ADF ; mais aussi, de rassurer et de protéger les populations civiles.

Dans le territoire de Butembo, plusieurs activités négatives des groupes armés et celles liées au banditisme ont été rapportées pendant la période sous examen.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 88 73

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukoki@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org – tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

En effet, le 28 juin 2015, des éléments du groupe Mayi-Mayi Simba, aux ordres du "Colonel" Manu, ont attaqué la zone minière de Lubumbashi, située à environ 150 kilomètres à l'Ouest de Butembo-centre.

Trois (03) d'entre eux ont été tués au cours de la riposte menée par des unités des FARDC, basées au Sous-secteur de Lubero.

Le 1^{er} juillet 2015, des pillages ont été perpétrés au village Midede, situé à 96 kilomètres au Nord-ouest de Butembo, par des miliciens du groupe Mayi-Mayi Simba, appartenant à la faction "Mangaribi".

Plusieurs incidents liés au banditisme ont également été signalés dans ce territoire durant la semaine écoulée, au cours desquels des civils ont été tués, d'autres blessés et des biens de valeur, y compris l'argent, pillés.

Le 29 juin 2015, des éléments non identifiés armés de fusils et de machettes, ont investi les quartiers de Twipe, Vusigha et Kavisa, situés dans la communauté rurale de Musienene, à approximativement 17 kilomètres au Sud de Butembo-centre, blessé grièvement un (01) civil à la machette et extorqué environ 1051 dollars américains.

Dans la nuit du 29 au 30 juin 2015, quinze (15) bandits armés d'AK-47, ont fait incursion dans une résidence située dans le quartier Matanda, de la commune de Mususa, à Butembo-centre, tué un (01) homme et blessé sa femme par balle.

Dans le territoire de Walikale, des exactions perpétrées contre les populations civiles par des éléments du groupe Mayi-Mayi Nduma Défense du Congo (NDC), faction "Guidon", ont été rapportées pendant la période sous examen.

Le 29 juin 2015, le chef de la localité Beteli, située dans le groupement Ihana, accusé avec un (01) autre civil de collaborer avec les éléments Mayi-Mayi NDC, faction "Cheka", ont été arbitrairement arrêtés et kidnappés.

Cet incident a provoqué le déplacement des populations locales vers la localité de Pinga.

L'armée congolaise, soutenue par la Force de la MONUSCO, est engagée dans la lutte contre l'activisme de ces groupes armés, dans le but d'assurer une protection efficace des populations civiles.

Le 5 juillet 2015, des unités des FARDC ont mené des opérations vigoureuses visant à déloger les éléments du groupe Mayi-Mayi NDC, faction "Guidon", basés dans la localité de Nkanga, située à 28 kilomètres au Sud-ouest de Pinga. Des populations civiles se sont déplacées vers les villages avoisinants, suite à ces accrochages.

Dans les territoires de Masisi et de Rutshuru, des exactions contre les populations civiles et les Forces de Défense et de Sécurité congolaises perpétrées par des rebelles réfractaires des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR), ont également été rapportées durant la semaine écoulée.

Dans le territoire de Masisi, le 5 juillet 2015, des éléments supposés appartenir aux FDLR ont blessé trois (03) individus et pillé des biens de valeur, au cours d'une incursion dans la localité de Burungu, située à 10 kilomètres au Sud de Kitchanga.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76
Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 88 73

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokilukola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél. +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Dans le territoire de Rutshuru, le 5 juillet 2015, deux (02) militaires des FARDC et un (01) civil ont été blessés, un (01) motocycliste, un (01) civil et une (01) femme kidnappés ; respectivement au cours d'embuscade et d'attaque organisées par les rebelles des FDLR dans les localités de Katwiguru (23 kilomètres au Nord-est de Kiwanja) et de Nyaruhanga (55 kilomètres au Nord de Rutshuru).

Les troupes des FARDC engagées dans l'opération « **Sukola 2** » (**Nettoyage 2**), mènent des offensives visant la neutralisation des rebelles des FDLR dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu.

Au chapitre des redditions dans la province, du 1^{er} juillet à ce jour, quinze (15) éléments en provenance des groupes armés, se sont rendus aux troupes de la Force onusienne déployées dans la province.

Il s'agit de : **Huit (08) des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR)**, un (01) du groupe **Mayi-Mayi de l'Union des Patriotes Congolais pour la Paix (UPCP)**, deux (02) du groupe **Mayi-Mayi Rahiya Mutomboki faction "Ntoso"**, un (01) du groupe **Mayi-Mayi Nduma Défense du Congo-Guidon** et trois (03) du groupe **Mayi-Mayi Cheka-Nduma Défense du Congo (NDC)**.

Au Sud-Kivu, les Forces onusienne et congolaise maintiennent sous leur contrôle l'environnement sécuritaire dans les différents territoires de cette province, en dépit de l'activisme de quelques groupes armés, notamment les Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR).

Le 5 juillet 2015, un (01) rebelle des FDLR a été tué et une (01) arme AK-47 récupérée, au cours d'accrochages avec des troupes d'intervention rapide des FARDC dans la localité de Walungu, située à 36 kilomètres au Sud-ouest de Bukavu.

Au Katanga, la situation sécuritaire a été dominée dans le territoire de Manono, par la reddition des éléments du groupe Mayi-Mayi pygmée.

En effet, les résultats d'une mission conjointe MONUSCO-FARDC déployée le 6 juillet 2015 à Manono, dans le but d'évaluer le processus de reddition volontaire des miliciens pygmées affiliés au "Général" Nyumba-Isha, font état de trois cents trente (330) éléments du groupe Mayi-Mayi pygmée qui se sont rendus avec cinq cents soixante-quatorze (574) dépendants, aux troupes des FARDC basées dans la région de Mukebo, située à 160 kilomètres au Nord-est de Manono.

Toutefois, le chef rebelle Nyumba-Isha ne s'est pas rendu aux troupes de l'armée congolaise. Il a exprimé ses intentions de se démobiliser et de retourner à la vie civile au village Sange, un bastion de la milice pygmée, situé à 120 kilomètres au Nord-est de Manono.

Cette situation constitue une préoccupation réelle au maintien de l'ordre et de la sécurité, dans cette partie de la province du Katanga.

Le climat sécuritaire **dans le Secteur 2** est demeuré calme durant la semaine écoulée.

Enfin, la Force de la MONUSCO a mené **1321** patrouilles armées, dont **429** nocturnes, et fourni **75** escortes pendant la période sous examen.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org - tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 88 73

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukoki@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordinatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org - tél. +243 997 06 88 04

